

l'économie canadienne s'est bien portée au cours des six dernières années. Depuis 1984, parmi les pays industrialisés, seul le Japon a enregistré une croissance économique supérieure à celle du Canada. Un million et demi d'emplois ont été créés, soit le taux de création d'emplois le plus élevé de tous les grands pays industrialisés.

La demande de biens et de services résultant de cette croissance rapide épuise de plus en plus notre capacité de production et crée une pression inflationniste. Pour la première fois depuis 1984, le taux d'inflation de l'indice des prix à la consommation (IPC) a dépassé, en juin 1989, les 5 pour 100 et il est demeuré plus ou moins stationnaire depuis cette date. Cette montée de l'inflation s'est produite au moment où l'appréciation du dollar canadien faisait baisser le prix des importations. N'eût été de cette appréciation et d'une politique monétaire stricte, les prix auraient augmenté encore plus rapidement, ce qui témoigne de la force de la pression inflationniste sous-jacente.

L'IPC reflète mal l'importance de cette pression inflationniste. Pour mieux la saisir, il faut examiner des indicateurs telle l'augmentation du coût unitaire de la main-d'oeuvre. Ces chiffres indiquent que la compétitivité du Canada est exposée à des risques considérables. Ce coût a augmenté de 6,3 pour 100 l'année dernière, et il avait augmenté de 6,9 pour 100 à la fin du dernier trimestre. Aux États-Unis, par contre, cette augmentation a été inférieure à 5 pour 100 et elle a été encore plus basse au Japon et en RFA. Un coût élevé de la main-d'oeuvre se traduit finalement par une baisse de compétitivité et une diminution de croissance économique, c'est-à-dire moins d'emplois et des revenus moins élevés pour les Canadiens. La politique monétaire et la politique budgétaire visent donc à faire disparaître cette pression inflationniste.